

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

ACCORD DU 20 JANVIER 2005

**RELATIF AUX BARÈMES ANNUELS DE MINIMA POUR L'ANNÉE 2005
(RHÔNE-ALPES)**

NOR : ASET0550506M

IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Rhône-Alpes ;

La fédération Rhône-Alpes Auvergne (SCOP-BTP),

D'une part, et

La section fédérale régionale du syndicat (BTP) Rhône-Alpes FO ;

L'union régionale BATIMAT-TP Rhône-Alpes CFTC ;

L'union régionale construction et bois Rhône-Alpes CFDT ;

L'union régionale de la construction Rhône-Alpes CGT,

D'autre part,

La commission paritaire régionale s'est réunie le 29 novembre et le 15 décembre 2004 pour négocier les barèmes annuels de salaires minimaux des ETAM et des ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème annuel des salaires minimaux des ouvriers

La rémunération annuelle minimale des ouvriers des entreprises de travaux publics des 8 départements de la région Rhône-Alpes est fixée, pour l'année

civile 2005, aux montants ci-après pour un horaire de travail égal à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992.

Ouvriers des travaux publics Rhône-Alpes

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	VALEUR MINIMALE MENSUELLE applicable sur la base de 35 heures
NIVEAU I		
- position 1	100	15 625
- position 2	110	16 050
NIVEAU II		
- position 1	125	17 100
- position 2	140	18 780
NIVEAU III		
- position 1	150	20 200
- position 2	165	22 070
NIVEAU IV	180	24 050
Aucune rémunération réelle mensuelle ne peut être inférieure au SMIC déterminé conformément aux dispositions du code du travail.		

Article 2

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 3

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi du Rhône, 8-10, rue du Nord, 69625 Villeurbanne Cedex, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 20 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)